



Déclaration liminaire du CTL du 30/03/2021

La fuite en avant quoi qu'il en coûte

Alors que la crise sanitaire s'aggrave ;

Alors que la question d'un confinement plus général se pose ;

Alors que la fermeture des écoles est sur le tapis ;

Alors que les agents sont affectés dans leur chair par la covid ;

Alors que bon nombre de collègues sont en souffrance psychologique ;

Alors que la vie quotidienne s'est complexifiée avec le couvre-feu voire le confinement avec les attestations de déplacement, les fermetures de classes, les gestes barrières et l'isolement lié au télétravail ;

À la DGFIP, c'est la fuite en avant quoi qu'il en coûte.

Un seul mot d'ordre : tout faire et même plus comme s'il ne se passait rien !

Et surtout mener à un rythme effréné des restructurations pensées dans le monde d'avant !

FO DGFIP ne peut que vous alerter sur l'état de lassitude et d'exaspération dans lequel se trouvent actuellement les agents en présentiel comme ceux en télétravail.

Les restructurations et autres déclinaisons du nouveau réseau de proximité, objet de ce présent CTL, consistent entre autres à concentrer les fonctionnaires dans un même bâtiment, favorisant par cela le brassage du virus. C'est essentiellement le comportement à ne pas adopter actuellement et pourtant on continue !!

Ne devrait-on pas déjà tirer les enseignements des restructurations même récentes avant d'envisager les suivantes ? Avez-vous pris le soin d'interroger les collègues affectés désormais en Service de Gestion Comptable pour connaître leur ressenti ? Comment se sont faites les fusions de deux équipes de travail aux méthodes de fonctionnement différentes ? Quelle est la plus efficiente ? Qui peut en juger ? Les responsables de SGC ont-ils été sensibilisés à ces problématiques ? Les premiers retours d'expérience que nous avons semblent poser problème. Une organisation

nouvelle de type industriel qui s'est souvent accompagnée d'une perte d'emploi est souvent perturbante pour certains collègues. Des rencontres des agents des différents postes avant mise en place des SGC semblent nécessaires afin que le fonctionnement de ces structures soit plus fluide. Le dialogue social paraît encore plus nécessaire actuellement !

Depuis sa création, la DGFIP est la première contributrice à la « maîtrise des effectifs de l'État » et a perdu le quart de ses effectifs en 10 ans. Nos services sont exsangues alors même qu'ils sont amenés à prendre en charge des missions nouvelles : transfert de taxes relevant jusqu'à présent des Douanes et maintenant le Fonds de Solidarité. Nécessaire pour soutenir l'économie nationale, les agents des finances publiques ont dû se mobiliser pour répondre à cette mission inédite dans des délais très contraints. Après quelques mois de mise en place de ce dispositif, on se rend compte que la fraude est importante faute d'avoir pu mettre en place des contrôles a priori conséquents. Le Fonds de Solidarité est un révélateur de l'importance du positionnement des contrôles de la dépense publique en général. Plus ces contrôles seront positionnés tardivement, plus il deviendra difficile de récupérer les indus. La seule réponse de la Direction Générale a consisté en l'embauche de contractuels pour six mois tout en maintenant la course effrénée aux fusions de SIE sans se préoccuper du mal être des agents. Au 1^{er} janvier 2022, le SIE de Charcot sera le fruit de la fusion de quatre SIE, est-ce bien raisonnable ? Ne va-t-on pas droit dans le mur ?

Alors que le printemps 2021 est des plus incertain sur le plan sanitaire, va s'ouvrir la campagne déclarative. L'accueil du public inquiète les collègues alors que les variants de la covid se propagent et sont plus contagieux. La sécurité sanitaire des agents doit être la préoccupation première de la Direction locale, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Les services sont asphyxiés et la mise sous oxygène s'impose en arrêtant la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité. FO DGFIP s'oppose à toute restructuration et réclame l'arrêt des suppressions d'emplois.

Pour FO DGFIP, passer la seconde sur une réforme qui cale toujours en première vitesse relève au mieux de l'inconscience, au pire de la mise en danger de nos collègues, condamnés à des conditions de travail des plus dégradées.

Les élues FO DGFIP 42